

MÉMORIAL DES DEUX-SÈVRES

Journal Politique

ABONNEMENTS

DEUX-SÈVRES ET DÉPARTEMENTS LIMITOPHES	Un an..... 18 fr. Six mois..... 9 Trois mois..... 5
--	---

ABONNEMENTS

FOUR TOUS LES AUTRES DEPARTEMENTS	Un an..... 20 fr. Six mois..... 10 Trois mois..... 5
---	--

L'envoi du Journal continue après l'expiration de l'abonnement, et tout abonné qui ne le refuse pas est considéré comme réabonné.

On s'abonne au Bureau du Journal, 1, rue Yver, à Niort, à l'Agence Havas, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, à Paris, et chez les Libraires et Receveurs des Postes.

Annonces : 20 c. la ligne. — Réclames : 30 c. la ligne.

Tout ce qui concerne la Rédaction et l'Administration du Journal doit être adressé à M. Th. MERCIER Directeur-Gérant.

LES ABONNEMENTS SE PAIENT À L'AVANCE

Le Mémorial des Deux-Sèvres reçoit les annonces légales

BUREAU : RUE YVER, N° 1, A NIORT

A PROPOS D'UNE CONFÉRENCE

Les journaux de la région nous annoncent que M. André Lebon a fait à Angoulême, la semaine dernière, une conférence très applaudie.

Dans cette conférence, organisée par les soins de la Chambre de commerce, l'ancien ministre a parlé de « l'Expansion commerciale ».

Il y a lieu de féliciter tout d'abord l'orateur d'avoir cru possible, à l'heure que nous traversons, d'intéresser un auditoire en lui parlant d'autre chose que des tristes commémorations de M. Quesnay de Beaupré et en ne s'adressant pas aux passions soulevées par le conflit aigu entre l'armée et la magistrature, conflit que les révolutionnaires de droite et de gauche tentent de rendre mortel pour notre République.

La tentative de M. Lebon était d'ailleurs possible en province, où les esprits réfléchis ne partagent pas, et regrettent même, l'incompréhensible écartement qu'une question très simple en elle-même a fini par provoquer chez les hommes politiques et parmi les journaux de la capitale.

Donc, à Angoulême — et l'expérience pourrait être tentée ailleurs — on a su montrer que l'on s'intéressait aux questions coloniales. M. Lebon a soulevé des applaudissements en disant que la conquête des terres lointaines n'est pas l'œuvre unique du soldat, qu'il y a aussi celle de notre diplomatie.

qu'une de ces carrières dites libérales, qui s'encombrent d'une façon désolante et finissent vite par ne plus nourrir leur homme.

A des faits économiques nouveaux doit correspondre une conception différente de l'avenir de la famille. Sur nos terres fatiguées par une exploitation vingt fois séculaire, il faut des efforts prodigieux et persévérants de travail et d'économie pour grossir le patrimoine ou le pécule des ancêtres ; et cette tension continuelle d'un effort absolument nécessaire a provoqué ce que nous appellerions volontiers la restriction de la famille. Aux nichées nombreuses de nos pères se sont, peu à peu, substituées des familles composées de un ou deux enfants. Statisticiens et philosophes désolent périodiquement quand les dénombrements quinquennaux viennent mettre en évidence la diminution de la natalité. Or, l'agriculteur, l'ouvrier, le commerçant, l'industriel, n'ont rétréci les cadres de la famille que par une sorte de répercussion des difficultés économiques.

Ces difficultés économiques comportent des remèdes divers. Nous avons réussi, par nos lois douanières, à nous protéger contre les brusques aléas causés par la concurrence étrangère. Mais nous pouvons aller au-delà de ce système purement défensif, et qui ne fait qu'enrayer le mal sans le détruire. L'expansion coloniale nous en apporte les moyens. Elle nous incite à secouer notre torpeur, à ne plus restreindre le chiffre de la progé-

Nos populations sédentaires et ancrées au sol ne seront amenées à comprendre et à goûter cet enseignement, que par des prodiges de persévérance de la part des apôtres de l'expansion coloniale.

I. N.

CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis mardi matin à l'Élysée sous la présidence de M. Félix Faure.

Ils se sont entretenus des diverses questions à l'ordre du jour du Parlement.

Le ministre des finances a fait connaître que le rendement des impôts et revenus de l'État s'élève pour le mois de janvier dernier une plus-value de 7.008.000 fr. par rapport aux évaluations budgétaires.

Le ministre de l'intérieur a fait connaître que le projet de loi relatif à la Chambre :

1° Un projet portant suppression du compte d'exploitation partielle de la Compagnie P.-L.-M.

2° Un projet portant établissement d'un canal de Marseille au Rhône.

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

La suppression de l'octroi

M. Feury-Rivaria vient de déposer une proposition de loi édictant la suppression de l'octroi complet et obligatoire.

Le député de Lyon prend acte des difficultés qu'a rencontrées l'application de la loi du 29 décembre 1897 sur la dégrèvement des boisements hygiéniques pour promouvoir le principe de l'intervention financière de l'État.

En remplacement des droits d'octroi supprimés, l'État, d'après cette proposition, abandonnerait aux communes l'impôt foncier sur la propriété bâtie, la contribu-

La commission donne à ces tribunaux le droit d'accorder le sursis dans tous les cas où la peine encourue est la prison ou les travaux publics.

Le groupe de la défense nationale

Le groupe de la défense nationale a décidé, à l'unanimité, que, si le projet du gouvernement devait venir devant la Chambre avant la fin de la semaine, il ne soulèverait aucun incident.

LA COMMISSION DE REVISION

REJET DU PROJET DU GOUVERNEMENT

M. Lebrat, ministre de la justice, s'est rendu mardi matin, à 9 heures, devant la commission de revision pour lui remettre les trois dernières pièces des dossiers complémentaires sur les faits enquêtés par MM. Mazenod, Durand et Voisin.

Après la lecture du rapport, la commission a examiné jusqu'à midi les trois pièces nouvelles et s'est ajournée à 2 heures.

La commission de procédure de revision a commencé à 5 heures et a donné la note suivante :

La commission de revision, après une dernière conférence avec le gouvernement, a décidé la publication intégrale de toutes les pièces de l'enquête qui lui ont été communiquées et elle s'est prononcée pour le rejet de la proposition Rose et du gouvernement.

M. Renault-Morlière a été nommé rapporteur. Il déposera son rapport à la séance de mercredi et demandera à la Chambre d'en fixer la discussion à vendredi.

Nous pouvons compléter ce procès verbal en ajoutant que la décision de la commission a été prise par 9 voix contre 2, celles de MM. Cruppi et Berthet.

M. Jules Légrand, sous secrétaire d'État à l'intérieur, déclarait dans les couloirs que le gouvernement maintenait, malgré tout, son projet et qu'il le soutiendrait énergiquement devant la Chambre.

LA NOUVELLE AFFAIRE D'ESPIONNAGE

Une dépêche de Châlons-sur-Marne confirme que le lieutenant en réforme B..., accusé d'espionnage et contre lequel un mandat d'arrêt avait été lancé, a été arrêté dans cette ville.

Le Journal croit savoir à ce sujet que l'inculpation sous laquelle cet officier a été arrêté comporte une offre de documents relatifs à la défense nationale à une puissance étrangère. On ne dit pas s'ils furent livrés, mais des manœuvres criminelles antérieures auraient été relevées contre l'accusé.

Suivant le Radical l'arrestation de B... aurait été précédée de celle d'un nommé de X..., bien autrement, de nationalité française, mais qui passait sous le nom de voyageur sur la frontière française, belge et suisse, courant les villes d'eau. On avait cru tout d'abord qu'il s'agissait d'un agent de renseignements allemands attaché au bureau de Berné. M. de X... fut surveillé, mais il s'en aperçut et évita de venir en France, ou s'il y vint quelquefois, ce fut masqué, grisé et méconnaissable.

D'ailleurs, on apprit que deux agents français avaient été arrêtés et emprisonnés à U. m. On sut qu'ils avaient été livrés par M. de X... Tout récemment, on apprit que M. de X... devait venir en France du côté de la frontière de l'est. Une surveillance fut établie, elle aboutit à l'arrestation de M. de X... et à la saisie de ses papiers : d'où l'arrestation de l'ex lieutenant du 20^e corps.

Une dépêche de Châlons-sur-Marne 6 février, à l'Agence Havas, confirme que le lieutenant B..., en réforme à Nancy, a été arrêté à la gare de Châlons, sur mandat d'arrêt lancé de Paris, sous l'inculpation d'espionnage.

Une seconde dépêche reçue également de Châlons-sur-Marne, à l'Agence Havas,